

# L'ÉTENDARD

## RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANE ANARCHISTE HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 10 Cent.

Le Numéro : 10 Cent.

### ABONNEMENTS

Pour toute la France	Trois mois . . .	1 fr. 50
	Six mois . . .	3 fr. »
	Un an . . .	6 fr. »

Etranger : le port en sus.

### ADMINISTRATION & RÉDACTION

51, rue Molière, à Lyon

### RENSEIGNEMENTS

Pour toutes communications s'adresser aux bureaux, 51, rue Molière, 51 tous les jours, de 8 à 10 heures du soir

Nous recevons de nos amis de Paris diverses communications concernant l'incident qui s'est produit dans la réunion de la salle Lévis, le 27 Septembre dernier. Ces communications étant contradictoires, l'Étendard Révolutionnaire ne peut, pour le moment du moins, entrer dans le débat.

LA RÉDACTION.

## PATRIE ET FRONTIÈRES

Sous ces mots vagues et creux : Patrie et frontières, l'apanage de tous les gouvernements, pour maintenir les peuples travailleurs en inimitié les uns contre les autres ; lorsque à des moments donnés on s'aperçoit que se mine, s'ébranle, la tyrannie des uns, on la consolide, on l'assoit à nouveau en lançant les travailleurs dans une nouvelle hécatombe re consolidant cette tyrannie dans une noyade de sang.

Et ce sang, quel est-il, est-ce au moins le sang impur de ceux qui réellement en ont une Patrie, est-ce au moins le sang de ceux qui détiennent le sol et les instruments de travail, assurément non, c'est encore et toujours le sang pur du pauvre qui végète ne possédant absolument rien, et comme conséquence ne peut avoir de Patrie à défendre pas plus que de frontières à garder.

Nous disons plus haut que les mots, Patrie et frontières, sont deux mots vagues et creux, effectivement, pourquoi ne pas appeler la commune sous le clocher duquel on a reçu le jour également sa Patrie, pourquoi ne pas appeler son département aussi sa Patrie, comme auparavant la Révolution où chaque province était synonyme de Patrie où l'on s'entregorgeait, comme on s'entregorge encore aujourd'hui entre peuples pour la plus grande gloire des seigneurs.

Les mots Patrie et Frontières sont les derniers remparts de la tyrannie et du despotisme, c'est un restant de préjugé qui disparaîtra de nos mœurs, exactement comme a disparu la province.

Au point de vue de la liberté, liberté vaine et mensongère avec cet amour patriotique, esprit chauvin, borné, étroit, croit-on sérieusement que la liberté ait de patrie, croit-on sérieusement que la liberté ait des limites ; la liberté vraie ne sera qu'un leurre, tant que les barrières entre les peuples subsisteront ; la liberté réelle plane au-dessus des frontières attendant leur disparition pour pouvoir s'y reposer à tout jamais. Il n'y a pas autant de libertés qu'il y a de bons Dieux, il n'existe pas plus de liberté à la sauce française qu'il y en a à la sauce allemande, grecque ou turque, il n'y a qu'une liberté, une et indivisible, immuable dans toute son étymologie, dans toute l'acception du mot.

Est-ce qu'il existe de patrie pour les meurtres de faim, les va-nu-pieds, les déguenillés,

puisque dans tous les Etats monarchiques ou républicains ils sont en si grand nombre ?

Quel intérêt avons-nous à nous rendre fratricides au nom de ce mot bête : Patrie ?

Depuis si longtemps que l'on s'entretue, avons-nous changé en quelque sorte notre situation ? mais non, bien au contraire, toujours nous l'avons rendu plus difficile, cela n'a jamais servi qu'à asseoir plus fortement le despotisme et donner un blanc-seing à nos misères ; notre patrie à nous, peuples travailleurs, ce n'est ni l'Europe, ni l'Asie, ni l'Amérique, c'est le monde entier, c'est le vaste univers, si nous avons quelque chose à défendre, ce ne peut être que l'hôpital et la prison, l'hôpital, quand le patronat nous a tués lentement ou estropiés brusquement, la prison, quand les affres de la faim nous y poussent. Voilà notre unique partage, voilà, à la rigueur, ce que nous avons à protéger et à défendre.

Non, il n'y a pas de patrie vis-à-vis de ceux qui n'ont en tous lieux et partout que la misère en perspective.

Notre patrie à nous, peuples travailleurs, c'est notre droit incontestable au banquet de la vie, c'est notre place marquée nous donnant droit à l'existence sociale, c'est la misère supprimée chassée de cette terre ; étant donné que la nature, nous ayant donné la vie, il est indiscutable que nous n'ayons pas le droit de nous repaître de sa substance.

Et que peu nous importe le coin de terre que nous habitons, pourvu que ce droit nous soit acquis et nullement disputé.

Notre patrie à nous, parias modernes de tous les pays, c'est la terre promise de la Révolution universelle, anéantissant dans sa chute, dans sa fureur vengeresse, l'exploitation et l'autorité.

Si nous sommes révolutionnaires et nous le serons tant que ce ne sera pas un fait accompli, nous resterons sur la brèche, parce que nous avons hâte de passer de l'idéal à la réalité, et que, pour y parvenir, il est indispensable de faire disparaître les derniers vestiges qui en sont les entraves insurmontables.

Les Etats qui ont pour conséquence les frontières, et les frontières nécessitant des Etats.

Dans tous les pays, les peuples souffrent tous des mêmes maux, tous souffrent de la même oppression, de la même exploitation, ayant pour conséquence la misère qui les décime.

C'est à cette condition que se résolvra le grand problème social, œuvre de liquidation et de régénération humaine, et lorsque l'heure suprême sonnera, l'exploitation, l'autorité avec ses bayonnettes qui les protègent, ne pèseront pas lourd devant le prolétariat grondant, renversant le vieux monde, plein d'horreurs et d'iniquités, édifant sur ses ruines sa place au festin social et au soleil de la liberté.

## LES OUVRIERS

De la 7<sup>e</sup> compagnie d'artillerie de Lyon A leurs frères de l'armée

Compagnons,

L'heure solennelle approche où la liberté et l'égalité ne seront plus un vain mot. Déjà, gronde partout en Europe, et par-

ticulièrement dans notre pays, dans cette France de la révolution dont les plagiaries des plus exécrables monarchies ont fait une France de réaction et de despotisme, le tonnerre précurseur de la gigantesque tempête populaire !

Demain, l'ouvrier et le paysan, nos frères, qui, naguères, à Montceau-les-Mines et ailleurs, ont manifesté leur résolution d'en finir, se dresseront dans un élan sublime pour détruire la dernière et la plus odieuse de toutes les Bastilles : la Bastille bourgeoise et capitaliste, la Bastille des repus et des jouisseurs, la Bastille des parasites et des exploités, la Bastille, en un mot, qui renferme dans son sein tous les préjugés, toutes les superstitions, tout l'arsenal des lois liberticides, toutes les hontes, toutes les souffrances, toutes les misères du peuple asservi.

C'est à cette heure décisive, compagnons, que nous, soldats, c'est-à-dire esclaves entre tous du despotisme bourgeois et capitaliste, c'est-à-dire chair à canon et chair à émeute, croyons devoir élever notre faible voix pour vous crier : « Prenez garde ! Fermez vos oreilles aux suggestions, aux ordres ou aux menaces de vos chefs, instruments fratricides de la bourgeoisie vorace. Refusez-vous à être des soldats, soyez les soldats de la Révolution sociale ! »

Et, compagnons, pour peu que vous réfléchissiez, pour peu que vous examiniez ce que vous êtes, pour peu que vous songiez à ces compagnons ou à ces villes d'où l'on vous a arrachés afin de vous enfermer dans ces prisons qui se nomment casernes, vous y tenir prêts à devenir des assassins et à défendre, vous enfants du peuple, vous prolétaires, vous parias de la société, les intérêts, les appétits et les crimes de la bourgeoisie corrompue, impuissante à se défendre elle-même, vous n'hésitez pas à suivre nos conseils et, le jour venu, à briser les fers qui vous enchaînent.

Si, d'ailleurs, pour vous montrer à quel point votre existence, compagnons de misère, est courbée sous le joug avilissant, nous avions besoin de vous citer des exemples, nous pourrions vous relater ici toutes les infamies commises contre nous par un misérable *maréchal des logis-chef*, sa brutalité, ses injustices criantes, ses persécutions mesquines et bêtes, même ses vols, toujours impunis. Mais nous savons que dans tous les bagnes-casernes c'est maintenant la même chose et plus haut nous plaçons le mobile de nos aspirations libératrices.

Oui, compagnons, ce que nous attendons de vous, c'est que foulant aux pieds la honteuse discipline dont on vous a forgé une chaîne, vous redeveniez des hommes libres décidés à mourir pour la cause de la justice, de la liberté, de l'égalité sociale et non pour les criminelles ambitions ou les cupides intérêts d'une bande d'exploiteurs et de gredins !

Vive la Révolution sociale !

## A un « Monsieur » de « ces Dames »

Le meeting de samedi a obtenu des résultats précieux.

Il a non-seulement prouvé aux réactionnaires de toute couleur que nous sommes aujourd'hui bien prêts à les écraser comme de vulgaires punaises, lorsque le moment nous paraîtra propice ; mais il a encore eu un

bonheur : les insolences ridicules et les dénégations couardes d'un polisson dont le bonapartisme indécrottable est, actuellement, pour le compte de la République, payé, à tant par mois, sur les bénéfices de la police secrète, par l'honorable Monsieur Andrieux, ambassadeur et député, propriétaire du COURRIER DE LYON.

Cet individu qui collectionne les coups de parapluie sur la figure, probablement pour se ménager les sympathies des orléanistes ; cet individu dont le rôle social consiste à faire chanter, autrement qu'en musique, les artistes des deux sexes, du sexe faible surtout ; cet individu qui passe sa vie à pleurer, pour le plus grand désespoir de sa blanchisseuse, sur la découverte de l'Amérique, s'est permis, dans un article d'ailleurs stupide, d'insulter les ouvriers, orateurs du meeting.

Ce ventre qui, à l'heure de la réunion, promenait, sans nul doute, sa pourriture graisseuse dans quelque boudoir de catin, a eu l'impudence grotesque de « blaguer » les journalistes réactionnaires atteints par le contenu d'un verre d'eau, d'insinuer de plates vilénies à l'adresse du compagnon Bordat et d'appeler le gendarme à l'aide de ses patrons affolés par la peur.

A ce « monsieur » de « ces dames » nous n'avons qu'une réponse à faire : Vos appels au gendarme nous comblent de joie et nous attendons son entrée en scène avec vive impatience ! Quant à vous, Bertnay, nous vous invitons à assister à la première réunion que nous donnerons. Nous ne vous corrigerons pas comme nous avons corrigé les ruffians du RÉVEIL LYONNAIS, et ce n'est pas un verre d'eau que nous vous jetterons à la tête, nous vous désinfecterons avec une seringue à injection !

## POLICIERS ET SOUTENEURS

« La nuit dernière, vers une heure du matin, des agents voulant arrêter une nommée B..., fille soumise, cette dernière appela à l'aide, et une vingtaine de souteneurs accoururent et se disposèrent à la défendre.

« Une lutte s'engagea, et la position des gens de police devenait critique, quand une ronde vint à passer par là.

« Deux principaux meneurs, qui avaient frappé et mordu les agents, furent arrêtés et expédiés au Dépôt, en compagnie de la femme auteur du scandale. »

Ainsi s'exprime l'une de ces notes « cliquées » que la Préfecture de police communique quotidiennement à la presse parisienne.

On ne dit pas si les prisonniers ont été « ligottés » et « passés à tabac », mais c'est probable, comme il est probable qu'ils seront durement condamnés, en attendant que la loi s'enach sur les récidivistes donne la possibilité de les transporter à la Nouvelle....

Cette fois, pourtant, quoique ce soit, comme toujours, le lapin qui a commencé, si les agents avaient été sérieusement « mouchés » — par des souteneurs ou par d'autres, cela n'importe guère ! — s'ils avaient reçu une de ces « tripotées » dont on se souvient.... quand on est encore là



pour s'en souvenir, — il faut reconnaître qu'ils ne l'auraient pas volé.

« Ils voulaient, dit le procès-verbal de la rousse, arrêter la nommée B...., fille soumise... Pourquoi voulaient-ils l'arrêter ? De quel droit ? Qu'avait-elle fait ? On ne parle pas de ces « détails », mais le souvenir de faits qui se passent tous les jours nous permettra facilement de combler cette lacune.

On voulait arrêter la nommée B...., fille soumise, uniquement parce que c'était une de ces malheureuses que la misère a réduites à se faire marchandes d'amour. C'était la son seul crime, mais il suffisait. Car ces infortunées ne sont plus des femmes, elles ne comptent plus au nombre des êtres humains. Elles ne s'appartiennent plus, ces « roulures » que la botte crottée du premier argousin venu peut impunément jeter bas du trottoir ; elles sont choses de police, morceaux banals d'une chair à plaisir qui ne se peut offrir ni débiter sans l'estampille administrative. Dans cette société où il est impossible à une femme — et bien difficile à un homme — de vivre de son travail, et où l'on trafique de tout depuis, la conscience du politicien jusqu'à la santé des consommateurs et aux destinées des nations ; il n'est pas permis aux affamés de trafiquer librement de leur corps.

C'est uniquement parce qu'elle faisait en fraude, peut-être — son dur métier de fille publique, — qu'on voulait l'arrêter. Comme si une fille publique, — que la faim peut-être a poussée au ruisseau, ne pouvait pas être honorable, aussi respectable même, que telle bourgeoise dodue, élevée dans du coton, sous l'œil vigilant de sa famille, « hazzardée » à dix-huit ans, au poids de l'or, à quelque coureur de dot, devenue mère plus tard, en dépit de Malthus, et à qui la vertu ne coûte pas grand-chose !

Elle s'est regimée, cette « pierreuse »... A-t-elle eu tort?... Elle a appelé au secours : Quelques hommes qui se trouvaient dans le voisinage ont répondu à son appel. Ils ont bien fait !

Il paraît que c'étaient des souteneurs... Qu'est-ce que cela peut faire à la moralité de la chose ? Quand il s'agit de faire justice d'un attentat à la liberté individuelle, il n'y a point à se préoccuper de rechercher qui est ni d'où sort le justicier.

Possible que les défenseurs improvisés de la fille B.... soient des personnages peu estimables — nous n'en savons rien et n'en pouvons rien savoir, possible qu'ils soient quelques-uns des millions de ces champions vénaux qui spontanément, poussés en si grande abondance sur le fumier social, ce soir-là, souteneurs ou souteneuses, ont fait leur devoir de citoyens.

« D'ailleurs, qu'ils ne valent pas mieux, en tout cas, ils ne valent pas moins que ces êtres visqueux et louches qui servent de gardes-chiourmes à la prostitution patente.

S'il répugne aux travailleurs honnêtes — dont les femmes, les filles et les sœurs sont presque aussi exposées, le soir, dans les rues, que les autres, — que les souteneurs fassent contre les pirates de la rue de Jérusalem leur besogne d'hygiène publique, qu'ils la fassent eux-mêmes !

Ce n'est pas la première ni la dernière fois que nous leur en donnons le conseil.

## Nouvelle Police Républicaine

Nous comprenons sans peine que les louchards du bonapartisme soient dans les plus mauvais termes avec les louchards de la République.

Tel un inventeur exécré au dernier point un déloyal concurrent qui a mieux fait que de lui voler son procédé : — qui l'a encore perfectionné.

L'Empire avait trouvé le cabinet noir où on lisait les lettres suspectes. Mais ces lettres étaient habilement cachetées à nouveau et les destinataires les recevaient tôt ou tard.

La République ne se contente pas du cabinet noir. Comme on l'a vu dans notre correspondance de Montceau-les-Mines, la semaine passée, elle s'approprie tout bonnement les lettres et c'est ainsi que dix lettres de notre correspondant particulier nous ont été... supprimées !

L'Empire avait organisé, blouses blanches comprises, un service de police secrète que toute l'Europe nous enviait.

La République a perfectionné ce système et aux blouses blanches elle vient d'ajouter... les portefaix et les crocheteurs.

Un arrêté, signé Oustry, en date du 22 août 1882, que nous avons pu lire non loin du pont Morand, presque sous la barbe du radical Bonnet-Duverdier, servant d'enseigne à un photographe, nous l'a appris en ces termes :

« ARTICLE 11. — Dans le cas d'un événement qui mettrait en danger les personnes ou les propriétés publiques ou privées, les crocheteurs devront immédiatement porter secours, sous peine de se voir retirer l'autorisation qui leur a été accordée. »

Cet article qui a bien le soin, — et pour cause, — de ne pas spécifier le cas d'incendie, est aussi clair que de l'eau de roche.

Tout portefaix ou crocheteur, désireux de pouvoir gagner son pain et celui de sa famille est, bon gré mal gré, un agent de la police, un homme dont les renseignements, souvent confidentiels, seront utilisés, un homme dont les bras robustes serviront au besoin à protéger les propriétés publiques ou privées. »

Et d'ailleurs, notez ceci, on a pris des précautions. Le concours de ces malheureux, tenus en laisse par la faim, est considéré comme si précieux, qu'à l'instar des condamnés de droit commun réputés les plus dangereux, on les a placés, ni plus ni moins, sous la surveillance de la sûreté générale :

« ART. 8. — Tout crocheteur qui renoncera à sa profession ou qui cessera même momentanément de l'exercer ou à qui aura été fait application de l'ARTICLE 11 (voir ci-dessus) devra faire la remise de sa permission ou de sa médaille dans le délai de trois jours à M. le commissaire spécial de la sûreté.

« Lorsqu'il changera de domicile, il devra en informer immédiatement le commissaire de la sûreté »

Portefaix et crocheteurs, vous qui brisez votre échine pour ne point crever d'inanition, la maigre pâture quotidienne à vos femmes et à vos enfants, bénissez la sérénissime République ! Elle a résolu à votre profit la question sociale pour la liberté du travail, car elle a fait de vous tous des mouchards obligatoires et vous a tous placés sous la tutélaire surveillance de la police !

## Tactique RÉVOLUTIONNAIRE

A l'usage des ouvriers de la terre

Suite de la causerie de Theuley-lès-Lavoncourt.

Lejeune. — Ça, c'est vrai. Quand on a faim on est bien forcé de prendre l'ouvrage qui se présente, n'importe à quel prix.

Gérard. — Mais continuons ; les années se succèdent, les bénéfices se multiplient, et enfin votre père arrive à la fortune en achetant de ci, de là, de temps à autre, selon l'occasion, un champ à Pierre que les usuriers traquaient à la suite de quelques mauvaises récoltes successives, un autre à Paul que l'inconduite a jeté dans la misère, un autre encore à la veuve François que la mort de son homme a mis dans le pétrin, etc., etc., n'est-ce pas, car chaque pièce de terre, chaque château a son histoire particulière. Il faut ajouter aussi, M. Portefoin, que votre père a été assez malin pour n'acheter ces champs qu'à la dernière heure, c'est-à-dire au moment où le vendeur était forcé d'accepter les quelques écus comptant que l'on faisait sonner ou bien de voir le fruit de tant de peines et de privations dispersé et jeté à la gueule des notaires et des huissiers. C'est bien ainsi que cela se passait, n'est-ce pas M. Portefoin ?

Portefoin. — C'est possible que cela se

soit passé ainsi, et je n'y vois aucun mal, tandis que vous, M. Gérard, vous lancez là de bien perfides insinuations.

Gérard. — De façon que Pierre, Paul et la veuve François se sont bel et bien trouvés dépouillés par les soins de votre père, monsieur !...

Portefoin. — Je ne vous permets pas de dire que mon père a dépouillé qui que ce soit, entendez-vous !

Gérard. — Excusez-moi, M. le maire, mais je fais un historique et rien que cela. Si ça n'avait pas été lui qui ait profité de la déconfiture de Pierre, de Paul et de la veuve François, c'en aurait été un autre, c'est possible, mais cela ne change pas la nature du fait il n'en est pas moins criminel ce fait, quoique nous sachions bien qu'il y a toujours quelque part de l'argent tout prêt à ce honteux métier.

Portefoin. — Mais c'est affaire de commerce cela, M. Gérard, et je ne vois pas que l'on puisse incriminer cette manière de faire. Quand on achète quoi que ce soit, vous le premier, on l'achète toujours dans les meilleures conditions possibles, que diable, je dirai plus même, c'est que c'est le respect de ces conditions qui distingue l'homme intelligent du commun des commerçants.

Gérard. — Oh ! mais nous sommes d'accord à ce sujet M. Portefoin, et ce que vous venez d'affirmer prouve une fois de plus que dans cette société, l'enchaînement des choses force l'homme à être un voleur, et le mot intelligent ici n'a pas d'autre signification.

(A suivre.)

## LETTE STÉPHANOISE

Décidément, le spectacle, que nous offrent les partis politiques, devient de plus en plus désopilant. Les moyens ordinaires de propagande : la parole et la plume sont relégués au second plan pour faire place au coups de poing et aux procès.

Depuis la séance fameuse, où le comité radical se scinda, qui fut interrompue par deux intermédiaires de pugilat nous avons vu une dizaine d'affaires de ce genre. Opportunistes, radicaux, radicaux-socialistes, élus et électeurs, conseillers municipaux et membres de comités se sont trouvés entraînés dans cette danse de St-Guy. Il n'est pas jusqu'au député Girodet, qui, piqué par cette tarentule, ne retroussât ses manches et n'appliquât en plein café et en pleine figure d'un de ses adversaires, des arguments frappants.

Oh ! Arpin, qu'est-tu devenu ? Mais si, autant que nous pouvons en juger, cette tactique est préférée par les radicaux, les opportunistes préfèrent combattre devant les tribunaux, dont le personnel leur est favorable.

Nous avons déjà eu le procès en diffamation intenté par M. Chavanne, député, au journal le *Gaga* qui l'accusait d'être complice ou responsable des détournements commis à St-Chamond ; résultat : M. Chavanne condamné à 500 francs de dommages-intérêts. Puis est venu le procès intenté par M. Boullisset aux citoyens Chavanne et Heurtier, résultat également favorable aux opportunistes.

Nous avons encore pas mal de procès sur la planche : les disputes commencées dans l'arène devant finir, devant le prétoire, c'est l'inverse des premiers chrétiens qui commençaient par le prétoire pour finir dans les arènes sans compter le procès en diffamation intenté au citoyen Mangavel par le citoyen Rondet.

C'est ce dernier qui n'est pas content des lettres stéphanoises à l'*Etendard*. Piqué au vif par l'avant-dernière, il a répondu par un long hurlement de douleur, d'où nous extrayons les lignes suivantes :

« Devant de pareilles attaques anonymes, toutes les suppositions sont admises et je me demande : Est-ce un esroc, un aventurier ou un jésuite defroqué ? peut-être est-il les trois ? »

Le citoyen Rondet trouve extraordinaire que les articles de l'*Etendard* ne soient pas signés, nous pourrions lui adresser le reproche contraire, car nous voyons chaque jour son nom sur les affiches ou sur les journaux. « L'humble personne » du citoyen Rondet nous paraît ressembler quelque peu au soulier de

l'Auvergnat : *C'est pas que ça choit chalo, mais ça tiend de la pache.*

Sa longue épître, qui ne réfute rien, se termine par cette perle :

« Pour votre édification complète, sachez, triste sire, que les mineurs ne se nourrissent pas de chair de cimetièrre. Ils laissent cette nourriture aux hyènes et à vos déterreurs de cadavres. »

En présence de cette pluie de papier timbré et de coups de poing, le public devient de plus en plus indifférent aux palinodies des sauteurs politiques, qui débinent trop ouvertement les trucs. Le peuple commence à comprendre que les charlatans ne feront jamais rien pour lui et qu'il doit faire ses affaires lui-même, déjà il le dit tout haut et bientôt il agira en conséquence. A certains symptômes précurseurs, nous croyons que ce jour n'est pas éloigné ; ainsi il y a quelques jours le sous-gouverneur du puits *Jabin*, s'étant endormi dans une galerie, a été frappé d'un coup de pic dans la gorge. Le meurtrier est resté inconnu.

Cet acte a produit une bonne impression dans la population houillère qui comprend qu'il vaut mieux agir ainsi qu'attendre éternellement la réalisation des promesses de l'archange Michel Rondet, dit six ans de prison.

La bourgeoisie commence à en prendre la mouche. La semaine dernière, à propos des troubles de Montceau et de Commeny, le correspondant parisien du *Mémorial de la Loire*, après avoir constaté que « tous les ouvriers des villes se jetaient dans le mouvement socialiste révolutionnaire » demandait que l'on appliquât aux socialistes la loi sur l'Internationale (2 ans de prison).

N'en déplaise au *Mémorial*, nous trouvons que le projet n'est pas pratique, car s'il est facile aux bourgeois de faire des ateliers de vrais bagnes, nous croyons qu'il serait bien difficile d'organiser dans les bagnes des ateliers pouvant suffire à satisfaire la rapacité et les appétits des vautours du capital.

## LETTE DE LAUSANNE

Lausanne, le 8 Septembre 1882.

Quel siècle que celui que nous traversons !

Quelles épreuves supporte cette pauvre humanité avant de s'asseoir définitivement sur les bases d'un nouveau jus.

guide. La même raison sociale. Nous traversons une période de crise nerveuse, provoquée par l'immense clarté que donne la science. Le vieux monde s'abîme avec son escorte de bêtises, de superstitions et de crimes, pour faire place à la raison humaine ; et c'est en vain que les castes privilégiées d'autrefois se raccrochent aux branches brisées d'un passé qui ne renaitra plus ; c'est en vain que le XIX<sup>e</sup> use et mesure de tous les vieux oripeaux gouvernementaux ; ils se déchirent les uns après les autres, et bientôt les derniers vestiges ne se retrouveront plus que dans l'histoire ancienne.

Hier, c'était 1815, balayant le vieux Empire — 1830 et 1848, chassant au loin les royautés plus ou moins légales ou légitimes ; — 1770, entraînant dans son torrent de sang et de boue, vingt années de honte supportées par 40 millions d'êtres.

Aujourd'hui, ce n'est plus la calotte Bourbonnienne, la veste Orléannienne, ou le chapeau à claque du second empire : la forme a changé — le fond est le même ; et dans ce beau pays qui a vu Gallilée, Descartes, Molière, Montesquieu, Voltaire ; ce pays que Michelet dépeint d'un seul mot — *Révolution* — Cette belle et pourtant si malheureuse France — Ce coin terrestre, espoir des déshérités du monde, garde et regarde encore cette divinité femelle affublée de la pourpre des vieilles républiques de Sparte, d'Athènes et qui a nom : République.

Ah ! mes frères de France, qui ne voyez que le dehors de cette robe rouge que vous prenez pour le drapeau de ralliement de tous les hommes honnêtes et vertueux, ce côté de la robe que vous regardez comme le reflet de l'aurore de la justice sociale, et qui n'est en réalité que la couche de sang toujours chaud des victimes de l'oppression capitaliste et gouvernementale. Cette robe, dis-je, vous extasiez, au point que vous semblez comme pétrifiés.

Allons ! prolétaire — forçat du travail — esclave du capitalisme : secoue cette



torpeur qui t'écrase ! Déchire cette loque rouge qui te faccines, et regarde !

Regarde dessous ! Ne vois-tu pas que cette loque, depuis douze ans, n'a été employée et n'a servi qu'à essuyer les chancres bourgeois et les fistules de la magistrature. Cette loque, sous laquelle s'abritent toutes les intrigues, toutes les hypocrisies, tous les crimes, toutes les hontes. Ne vois-tu pas sous ses plis cette figure ornée d'un œil de hibou, au nez crochu de l'aigle, à la barbiche qui sent le bouc à quinze pas : d'un Andrieux quelconque.

Cette loque rouge, de dessous laquelle sort un bras recouvert d'un manteau rouge — celui du bourreau des assises — d'un Bloch ou d'un Talon quelconque, bras armé d'un couteau, assassinant gravement la pensée du peuple, son courage, son initiative, sa fierté.

A côté, cet autre bourreau, assassin de son métier, n'attendant que l'occasion de bien gagner son argent en sabrant l'ouvrier qui le nourrit — (Il y a quelques jours, les hussards d'Avonnes reçurent l'ordre d'aiguiser leurs sabres pour partir à Montceau-les-Mines). — Pourquoi faire ? Allons Grévy ! Réponds !

Puis au fonds, caché sous ses plis, dans la pénombre, l'homme sans barbe, ni homme ni femme — sodomiste par vocation ; — ignorant les sexes et par conséquent l'amour ; se vautrant dans les orgies cachées, sales et dégoûtantes, et recouvrant cette bave, cette crasse ignominieuse d'une robe noire, sous la physionomie d'un Loyola doublé de l'instinct d'un Robert-Macaire quelconque ; la main visqueuse, puante de cette pourriture remuante s'étend pour consacrer, sanctifier ce fumier épidémique que dans son ensemble on nomme l'Etat.

Voilà, travailleur, cette Madone d'un nouveau genre, cette République pour laquelle jadis tu répandis ton sang généreux. Crois-moi : renverse cette dernière idole ; écrase sous ton pied puissant l'hydre gouvernementale ; tue l'oppression. Sois libre enfin.

Allons ! tous aux armes ! Pour quant à nous qui bouillons d'impatience, nous attendons sur la frontière que vous élevez la première barricade pour y placer le drapeau de l'Internationale des travailleurs, et, nous vous le jurons, nous saurons le défendre. — Ce sera peut-être la mort, mais ce sera à coup sûr la venue.

LOUIS DEJOUR.

## Faut-il bourrer les urnes ?

Sous ce titre, nous lisons dans la *Bataille* l'entrefilet suivant qui donne un échantillon de ce que peut devenir un député, même révolutionnaire, avec le *parlementarisme* :

Dans un grand banquet, organisé avant hier à Alais par le comité démocratique, MM. Tony Révillon, Girodet, Gaillard, Brousse (pas l'ami de M Labusquière), Desmons et Clovis Hugues ont pris successivement la parole et fait — naturellement — l'éloge du programme des radicaux-bourgeois.

Les cinq premiers étaient dans leur rôle, mais l'intervention du sixième a quelque droit de nous surprendre.

Reçu dernièrement membre du parti collectiviste (nuance Brousse), après des épreuves sur la nature desquelles nous avons le regret de ne pas être complètement fixé, M. Clovis Hugues a évidemment encouru un blâme sévère de M. Brousse et de ses lieutenants « en débâtant le truc » et en terminant son discours par ces paroles significatives, dont un journal aussi réactionnaire que l'*Evénement* n'hésite pas à le féliciter : « Il faut bourrer les urnes au lieu de bourrer les fusils. »

On n'avons pas cela en public, mon pauvre Hugues ; il faut être plus... possibiliste, que diable !

Té ! vé ! Clovis, tu vas recevoir une rude semonce de Brousse !

Pas de danger, les chiens ne se mangent pas entre eux, les futurs gouvernants non plus, n'est-ce pas, *compagnon* Brousse.

## PETITE POSTE

VAISON. — groupe des Sarcleurs — Le manuscrit est égaré.

BOCHOUART. — Vu l'abondance des matières,

nous prions nos amis de se contenter de la publication du total des listes de souscription.

Voici les adresses demandées :

Raoul Gaussons, à Libourne.

Léglise, rue Pelleport, 286, à Bordeaux.

Louise Michel, boulevard Ornano, 417, à Paris.

Envoyez l'adresse de Giron.

ANNONAY. — Nous n'avons pas encore les brochures demandées.

## TRAVAIL ET MATIÈRE

SOUS LE RÉGIME ACTUEL

ET SOUS LA COMMUNE

Le travail et par suite son produit doivent être au service de la société travailleuse entière ; l'accumulation est inutile attendu que le produit de cette année conservé pour l'année prochaine laisse la terre en friche, inféconde et crée l'oisiveté, cause de la misère (sous la Commune, cela va sans dire, mais point sous le régime actuel où le faïnéant seul vit dans l'abondance). Le travail de la terre et celui de l'industrie doivent être employés, d'abord pour le nécessaire, l'indispensable, ensuite pour l'utile et enfin pour l'agréable. Il est important que ces trois usages conservent l'ordre ci-dessus et que la satisfaction aux uns et aux autres ne soit point intervertie. Cette satisfaction a lieu, et au-delà, mais point dans la société travailleuse. Quelques frelons seuls peuvent se payer ce plaisir. La propriété et l'industrie ou la vie humaine entre leurs mains, il leur est permis d'entretenir grassement la leur et d'exploiter indignement celle des autres. Je n'ai nullement besoin d'en faire la preuve, nos souffrances et nos privations sont là pour l'attester. La société travailleuse est obligée, si elle veut vivre, de passer sous leurs fourches caudines, c'est à dire par la rançon. Il s'ensuit que l'exploiteur, vu la naïveté de l'exploité, exigera de ce dernier, tout ce que son caprice lui suggérera. Ayant eu, au préalable, l'inhumaine et meurtrière précaution d'assurer au travailleur une dérisoire partie du produit de son labeur, laissant ainsi ses besoins toujours insatiables en vue d'exercer toujours et à volonté sur lui son influence, il le tiendra dans sa main mieux qu'un général son armée et occupera son activité à ce qui lui sera nécessaire, utile et même inutile, mais précieuse à sa politique tortueuse, pleine d'embûches et de traquenards. Il est superflu d'établir son rôle de *proletaire* public et insatiable, par sa table somptueuse, ses palais insolents et son luxe effronté, et par conséquent l'anéantissement d'une trop belle partie du fruit de la sueur du prolétaire ; mais il est bon de voir comment notre travail est sans profit pour personne, pour nous faire une idée de l'audace inouïe et méprisante de son ordonnateur.

Suivant à sa façon l'exemple du hideux petit caporal (Napoléon I<sup>er</sup>) qui occupait le peuple à faire la guerre pour l'empêcher de réfléchir sur son usurpation du trône et éviter par là l'éventualité d'une désastreuse descente, surenchérissant même sur cet exemple et poussant l'audace à notre égard jusqu'au cinisme le plus révoltant, le plus dégradant, il nous fait l'injure sanglante de nous faire glorifier son crime dans une fête par l'emploi de notre argent en achat de guirlande, de feux de Bengale, arcs de triomphe et autres ordures qu'il étale effrontément à nos yeux. Tout comme ce féroce et sanguinaire petit homme, le bourgeois dans la fête du 14 juillet occupe à quelque chose les cerveaux et les bras du travailleur en vue de l'empêcher de les occuper à s'affranchir.

Dans la révolution de 1793 où la prise de la Bastille n'a été qu'un exorde, qui a combattu et était victorieux si ce n'est nous ? Qui, cependant, a profité de la victoire si ce n'est le vassal (le bourgeois) devenant, au lieu et place du noble et du prêtre, notre exploiteur éhonté, tout aussi indigne si non plus. Eh bien ! aujourd'hui, il n'a à la bouche que la liberté et l'égalité soi-disant sociales qu'il a eu le soin de s'octroyer à lui tout seul, et, profitant de notre naïveté, il dispose de nos deniers comme conseiller municipal, général ou député, il fait des feux d'artifices, il illumine les édifices et places publiques en mémoire de son avènement au parasitisme, de sa transformation de volé en voleur.

Et d'ailleurs, le régime qui a précédé 1870, régime où la société était composée de seigneurs et d'esclaves, n'avait pour lui qu'un défaut : celui qui le faisait esclave, et il voulait être seigneur.

Aujourd'hui qu'il y est parvenu, il est

conservateur enragé de ses privilèges. Tout ce qui ne pense pas comme lui, n'agit pas comme lui, est un insensé ou un brigand dont il faut se débarrasser à tout prix. Les aménités des magistrats envers le *Droit social* et l'*Etendard* en sont une preuve éclatante.

Et, j'ose à peine le dire, la chose est trop dégradante pour la société, messieurs nos nouveaux seigneurs et maîtres nous font nous réjouir à l'occasion de cette fête appelée mensongèrement fête nationale, et nous nous réjouissons (je n'en fais point injure aux anarchistes qui depuis longtemps ne prennent plus part à ces saturnales, je m'adresse à mes co-exploités qui n'ont pas encore compris que dans cette balançoire ils jouent inconsciemment le jeu des jésuites à robes courtes). La preuve que nous nous réjouissons, c'est qu'à cette dernière fumisterie, non contents des sommes immenses englouties par autorité supérieure pour illumination et autres moqueries, bon nombre des habitants de chaque quartier se sont réunis en vue de se cotiser pour venir en aide à l'administration ou plutôt dans l'intention de compléter par eux-mêmes la démonstration commencée par cette dernière. Citoyens malheureux, exploités comme moi, je vous abjure de ne plus croire un mot du républicanisme bourgeois, ce n'est que duperie, ce n'est que filet et embûche ; ne nous réjouissons plus avec lui, car, dans ces circonstances, il nous a les yeux dessus, et de notre naïveté il escompte son despotisme futur.

Quel travail à cette occasion en pure perte ! que de matière anéantie sans aucune utilité ! gaz, bougies, chandelles, électricité, huiles de toutes sortes.

Puisque nous sommes à mentionner des inutilités, pourquoi n'en citerions-nous pas une immense en dehors de celles stipulées ci-dessus ? C'est celle de l'entretien du bourgeois lui-même puisqu'il est inutile et, qui pis est, nuisible à l'égal de tous les parasites de sa taille et insatiables comme lui. Et c'est énorme ce qui se fait pour lui, comme ce qui disparaît dans ce puits perdu ! Les deux tiers du labeur national sont à son profit. Il est établi que quatre heures de travail de chacun suffiraient pour les besoins de la société. Les huit heures de plus pour composer la journée de douze heures, généralement exigées sont donc en pure perte, et qui nous les vant ? toutes ces sangues publiques.

Mais, me dira-t-on, 300.000 exploités possèdent à la fois les revenus dont est festoyée la France, ils peuvent absorber le produit des deux tiers du travail national. Il doit y avoir là une erreur.

Pas le moins du monde.

En voici la preuve :

Il y a en France environ vingt-deux millions de réels travailleurs ou les trois cinquièmes de la population totale.

Les deux tiers de vingt-deux millions sont quatorze millions.

Or, chaque gros industriel ou possédant de gros revenus a, en moyenne, à son service 10 plats valets, mâles ou femelles, dont le travail est sans produit et conséquemment inutile, soit en tout une population de . . . . . 3.000.000 de prolétaires.

Les plaisirs de toutes sortes : voyages, orgies de tables et d'alcool, autant, soit encore . . . . . 3.000.000 —

Les frais de l'intérieur, autant . . . . . 3.000.000 —

Bénéfices accumulés et acaparés pour l'accroissement de la fortune, chacun le travail de 16 prolétaires . . . . . 5.000.000 —

Total . . . . . 14.000.000 de prolétaires.

En mettant au travail tous les inutiles ci-dessus, maîtres et valets, plus les quatorze millions d'habitants qui complètent notre population nationale, c'est-à-dire soldats, mouchards, magistrats, bureaucrates, petits commerçants et industriels, etc., etc., ce n'est pas quatre heures de labeur qu'il serait nécessaire d'exiger de chacun, mais trois heures seulement.

Voilà les abus, sans parler d'une foule d'autres qui résultent de l'organisation actuelle, de privilèges pour les uns et de lourdes charges pour les autres.

Sous la Commune, aucun travail inutile, aucune consommation de matière en pure perte. (Personne n'aura le droit ni l'intérêt de les ordonner, attendu qu'un travail sans profit comme une matière utile anéantie en pure perte, constitueront un tort

réel à la société). Plus de ces fêtes mystificatrices ou l'exploité glorifie les coquinerie de l'exploiteur, plus de palais insultant à la mesure, mais des habitations renfermant tout le confortable désiré. Les arts viendront après l'indispensable : tous les chefs-d'œuvre réunis tant en peinture qu'en sculpture ne valent pas un épi de blé. Le plus bel art sera celui de détruire la misère et la plus belle renaissance sera celle où il n'y aura plus de malheureux, ce qui s'obtiendra en mettant en pratique cette maxime : « La mort de l'opulence est la mort de la misère ! »

A la connaissance de ces vérités il faut ajouter la connaissance des deux suivantes :

1° La France peut nourrir neuf fois sa population actuelle et il y a des malheureux ! C'est le résultat de l'opulence. 2° Le conservatisme, le *statu quo* ou l'ordre, c'est le crime, le favoritisme, la richesse d'un côté et le dénûment de l'autre. Le désordre, c'est le droit, la justice se dressant menaçante devant l'iniquité, sère, redoutable, irrésistible, ne laissant d'espoir, de calme qu'après qu'elle se sera assise majestueuse, imposante parmi l'humanité.

Le désordre donc, c'est l'injustice disparaissant devant l'équité, c'est la propriété faisant place au communisme. C'est à l'exécution de cette œuvre essentiellement humanitaire que je convie tous les déshérités, tous les malheureux.

## LA RÉUNION DE L'ÉLYSÉE

Samedi soir, une intéressante et importante réunion réunissait plus de 600 personnes dans la petite salle de l'Élysée. Cette réunion, organisée par la Fédération révolutionnaire lyonnaise, avait pour ordre du jour : 1° « les événements de Montceau-les-Mines ; » 2° « la grève des Conscriés. »

Pour ce qui concerne le premier sujet inscrit à l'ordre du jour, nous avons cru devoir inviter la presse lyonnaise en général, et ce par lettres particulières, à assister à cette discussion, afin que les membres de cette presse, qui avaient insinué que les révoltés de Montceau-les-Mines étaient des agents cléricaux et bonapartistes, puissent venir soutenir leurs infâmes calomnies devant le peuple, s'ils avaient quelque raison valable pour le faire.

Il s'agissait de savoir catégoriquement si, oui ou non, les révolutionnaires de Montceau-les-Mines étaient des agents cléricaux ou bonapartistes ou simplement des travailleurs révoltés.

Il s'agissait de savoir si ces travailleurs avaient le droit de se révolter et si la révolte était un droit.

Si nous avions cru un instant que les insulteurs auraient le courage de venir à la tribune soutenir leurs infâmes hypothèses, nous nous serions étrangement trompés.

Seule, la presse réactionnaire qui, pour cette fois, n'avait pas dénaturé les faits, en attribuant le mouvement de Montceau-les-Mines aux anarchistes, les véritables auteurs de ce mouvement, seuls, les membres de cette presse avaient répondu à notre appel ; quant aux pseudo-républicains : absence totale ! quelques-uns ont bien été entrevus dans le fond de la salle, avant que la séance ne fût ouverte, mais ils n'ont pas été longtemps à s'esquiver, leur flair leur disait que cette réunion ne présageait rien de bon pour leurs peu intéressantes personnes.

Après la lecture d'un rapport de la commission, — flagellant d'importance ces indignes calomnieux, revendiquant hautement pour les révolutionnaires lyonnais une part de responsabilité, affirmant leur entière solidarité, pour les actes accomplis à Montceau-les-Mines, et consacrant le droit à la révolte comme le seul droit, le seul moyen d'émancipation des prolétaires, — le compagnon Bordat vient à son tour affirmer ce droit, ce devoir pour tout homme de cœur de se révolter lorsqu'il est opprimé, il revendique pour les révolutionnaires-anarchistes l'initiative des événements de Montceau, et demande encore une fois que les journalistes qui ont prétendu que c'était des agents cléricaux qui avaient fait sauter croix et églises viennent à la tribune soutenir cette prétention absurde ; aucun ne répondant à l'appel, des oris d'indignation partent de la salle entière, à l'adresse de ces lâches calomnieux.

Après le compagnon Bordat qui termine, aux applaudissements de la salle entière, en faisant le procès de la bourgeoisie, de l'Etat, du cléricisme et de toute autorité, d'où qu'elle vienne et de n'importe quel



nom qu'elle s'affuble, et, comme il ne se présente aucun contradicteur, l'on passe au deuxième sujet à l'ordre du jour: la grève des conscrits.

Le compagnon Cyvoet prend la parole et lit un appel chaleureux aux conscrits de cette année, les invitant à refuser l'impôt du sabg ! puis il continue sur ce sujet une brillante et enthousiaste improvisation, souvent interrompue par d'unanimes applaudissements.

Il engage — étant conscrit de cette année lui-même — les jeunes gens de sa classe à organiser avec lui le commencement de cette grève.

Un deuxième compagnon, conscrit de cette année également, le compagnon Didelin prend aussi la parole sur le même sujet; il montre les misères, les souffrances du jeune soldat, souffrances morales et physiques. Il cite un rapport émanant du ministère de la guerre, dans lequel on peut voir que chaque année il meurt en France 5.000 jeunes soldats de 1<sup>re</sup> année, et sur ce nombre les suicides entrent pour une part de 150.

Voilà les résultats du service militaire, sans compter ce qu'il produit, lorsqu'il ne tue pas, c'est-à-dire l'abrutissement et la débauche, c'est le militarisme qui engendre la plupart des vices qui corrompent la société.

Les arguments présentés par ce citoyen sont également très applaudis.

Un compagnon italien demande une motion de flétrissure contre le gouvernement qui a expulsé les citoyens Zanardelli et Oldrini et à ce sujet il parle des souffrances des socialistes en Italie, il donne quelques renseignements sur la loi infâme, dite de l'Ammonizione qui permet au gouvernement italien de traiter les socialistes comme l'on traiterait les derniers des bandits, et il termine en paroles indignées contre les tyrans et les exploités de tous pays.

La motion de flétrissure présentée par ce compagnon est adoptée à l'unanimité.

La proposition de grève des conscrits et territoriaux mise également aux voix est adoptée à l'unanimité moins une voix.

Plusieurs citoyens prennent encore la parole, entr'autres le compagnon d'Auvergne, qui revendique pour les travailleurs le droit à l'existence et à la révolte, il fait un appel d'union sur le terrain anarchiste entre tous les travailleurs qui espèrent en la révolution et termine en demandant aux révolutionnaires de prendre engagement — lorsqu'ils seront insultés et calomniés d'une manière aussi indigne que l'ont fait certains journaux ces derniers temps — de se rendre aux bureaux de ces journaux et de leur opposer la résistance de leurs rédacteurs comme ils le firent jadis pour ceux de feu le Réveil lyonnais.

Cette motion est également adoptée à l'unanimité.

Après une protestation des femmes révolutionnaires déclarant qu'elles ne veulent plus fournir au gouvernement des enfants pour se faire massacrer, les résolutions suivantes sont présentées en ce qui concerne Montceau-les-Mines:

« Les travailleurs lyonnais, réunis en assemblée publique, reconnaissant à tout opprimé le devoir de se révolter, déclarent que les mineurs de Saône-et-Loire ont bien mérité de la révolution sociale. »

Ces résolutions mises aux voix sont adoptées avec un enthousiasme général.

Nous avons le devoir d'enregistrer un petit incident qui s'est produit au cours de la discussion.

Un de nos compagnons, ignorant que les membres de la presse présents à la table des journalistes, à la tribune, avaient été officiellement invités par lettres particulières par la commission d'organisation et qu'en conséquence ils étaient nos hôtes, en plus de cela ces journalistes appartenant soit à l'Agence-Havas, soit à la presse réactionnaire, qui en cette circonstance n'était pas engagée avec nous, puisque ce n'était pas elle qui avait dénaturé les faits produits à Montceau-les-Mines, en conséquence de quoi ils avaient le droit de rester neutres dans la discussion en cette circonstance, n'ayant pas attaqué, ils n'avaient pas à se défendre, ce compagnon, disons-nous, confondant ces journalistes avec les véritables calomnieurs (une pareille confusion est toujours possible et n'a rien d'extraordinaire) et indigné de ce qu'aucun ne répondait, monta à la tribune et leur lança au visage, en signe de mépris, le contenu du verre d'eau des orateurs.

Certainement, autant les uns que les autres, ces gens là sont peu intéressants,

nous l'avons toujours dit et nous le répétons: nous les mettons dans le même sac, conservateurs et pseudo-républicains et vice versa. Toutefois, à un point de vue, à un seul, nous regrettons cet acte de peu d'importance, du reste, c'est que, ces gens là ayant été invités par nous, la commission exécutive, au nom du parti révolutionnaire, les lois naturelles de l'hospitalité nous faisaient un devoir de respecter leur personne, c'est ce que chacun aurait dû savoir et comprendre.

A ce seul point de vue nous regrettons cet acte individuel, c'est à ce seul point de vue que nous en dégageons notre conscience, c'est à ce seul point de vue que le compagnon Bordat est monté à la tribune déclarer que ce fait était regrettable.

Somme toute, excellente journée, réunion entièrement sympathique aux idées anarchistes, nous avons vu beaucoup de figures qui, jusqu'à ce jour, ne nous étaient pas favorables dans de précédentes réunions, donner des signes d'approbation manifeste, beaucoup aussi d'inconnus, de physiognomies intelligentes, qui semblaient écouter avec un vif plaisir, les raisons si naturelles, si positives, si débarassées de sottises et de préjugés, et surtout si humanitaires, exposées par nos orateurs. Nous le répétons, bonne journée pour la Révolution, et encore une fois nous saluons les anarchistes de Montceau-les-Mines, qui nous fournissent le sujet d'une si belle propagande.

Une cueillette faite pour payer les amendes du compagnon Bordat a produit la somme de 27 fr. 55.

## MOUVEMENT SOCIAL

Nous prions nos amis qui ont reçu des brochures, de les régler le plus tôt possible, entr'autres celle du compagnon Bonthoux « Menace à la Bourgeoisie », afin que nous puissions pallier aux premières nécessités de sa proscription.

Nous prévenons en outre nos souscripteurs que les listes et envois d'argent, soit pour le journal, soit pour les contraintes par corps, seront publiés dans le prochain n° de l'ÉTENDARD.

La Commission exécutive.

### LA JEUNESSE ANARCHISTE

Ainsi que nous l'avons écrit dans La Bataille « la création d'un groupe parisien de jeunes gens partisans des idées anarchistes était d'une impérieuse nécessité ».

C'est qu'en effet les jeunes anarchistes deviennent de plus en plus nombreux, leur nombre augmente considérablement chaque jour et il était nécessaire qu'un groupe de jeunes gens fût créé en dehors de tous les autres groupes anarchistes: c'est ce qui a été fait et ce nouveau groupe s'est mis immédiatement à l'œuvre et la besogne qu'il a faite depuis sa création a fait faire un grand pas, on peut le dire sans crainte, à l'idée révolutionnaire, à l'idée anarchiste.

C'est que les jeunes, lorsqu'ils s'y mettent, savent agir et mener à bonne fin ce qu'ils entreprennent parce qu'ils ont pour eux l'ardeur et l'énergie juvéniles.

Notre groupe était encore doublement nécessaire parce qu'il existait déjà d'autres groupements de jeunes révolutionnaires, autoritaires, collectivistes, possibilistes ou centralisateurs forcenés et que nous avons voulu que le parti anarchiste possédât au moins un groupe de jeunes anarchistes qui pourront plus facilement, par camaraderie ou n'importe comment, faire une propagande active, efficace parmi la jeunesse.

Voilà pour quels motifs nous avons fondé La Jeunesse anarchiste qui ne faillira pas, nos amis peuvent en être convaincus, à la tâche libertaire et révolutionnaire qu'elle s'est imposée.

Les événements de Montceau-les-Mines étaient à peine connus du public qu'elle organisait le meeting de la salle de la Rosière, rue de Charenton, qui a été un véritable triomphe pour les idées révolutionnaires, en général, et pour les idées anarchistes en particulier.

Le but du meeting de la salle de la Rosière était d'indiquer aux travailleurs aux prolétaires, le vrai but de la révolte des mineurs de Saône-et-Loire; d'en faire comprendre le sens révolutionnaire.

Son deuxième meeting, qui a eu lieu 190 avenue de Choisy (salle de l'alcazar) a obtenu un succès pareil à celui de la rue de Charenton, mais pour son troisième il n'en a pas été de même. Monsieur le gouvernement s'était ému de nos succès et il nous avait dépêché ses sbires et ses gueulards,

et si nous n'avons pas obtenu un succès moral nous avons du moins obtenu un succès matériel. — Voici le compte rendu de ce meeting d'après la Bataille qui depuis le départ des possibilistes accueille favorablement toutes les communications émanant des anarchistes: « Jeudi soir a eu lieu, rue de la Gaité, le meeting organisé par la Jeunesse anarchiste. »

Ordre du jour: « La Révolte de Montceau-les-Mines. »

Plus de 2.000 personnes y assistaient.

On remarquait dans la salle un assez grand nombre de personnages louches, évidemment employés dusieur Camescasse.

Aussi, à peine le bureau est-il formé, que des murmures s'élèvent de toutes parts.

En dépit du tapage, le citoyen Vaillat prend le premier la parole et démontre quel était le but de la révolte de Montceau-les-Mines.

« Si les émentiers de Montceau se sont attaqués particulièrement à la superstition religieuse, dit-il, c'est que les exploités, les Chagot et C<sup>o</sup>, avaient fait eux-mêmes construire les chapelles, les croix et les madones renversées par les insurgés de Saône-et-Loire. »

Vaillat veut continuer son discours, mais les interruptions recommencent.

Le tumulte va croissant, et il ne se rétablit un peu de calme qu'à l'arrivée de Louise Michel, mais dès que celle-ci a prononcé quelques paroles, le tapage ne tarde pas à recommencer.

Le citoyen Faliès déclare alors qu'en présence du parti pris qui règne dans l'Assemblée, qu'en présence du boucan organisé par les mouchards, la séance est levée.

La recette a été excellente, et cela dédommagera assurément la Jeunesse anarchiste, qui pourra, avec les bénéfices de la réunion de la Gaité, activer son énergique propagande révolutionnaire. »

La Jeunesse anarchiste va entreprendre dans quelques jours une tournée en province. Elle commencera par Versailles, cette ville pourrie de l'aristocratie bourgeoise; cette ville dont le nom fait naître en vous des sentiments de vengeance et qui vous rappelle de si lugubres souvenirs! C'est dans cette ville dont l'oisiveté crapuleuse vous révolte que les jeunes, que les combattants de demain, iront agiter la rouge bannière de la Révolution sociale; qu'ils iront sonner le tocsin de la grande bataille de la Liberté et de l'esclavage, qu'ils iront déclarer la guerre à leurs ennemis et surmer devant le passé sinistre la victoire glorieuse de l'avenir, c'est-à-dire de la Liberté.

Les jeunes ne craignent rien, ils ne reculent devant rien, ils ne craignent pas les obstacles, ils marchent toujours en avant et rien ne les arrêtera parce que devant eux ils aperçoivent le triomphe.

LA JEUNESSE ANARCHISTE

Narbonne, 8 septembre 1882.

Compagnons de l'Étendard révolutionnaire.

Beaucoup de nos amis demandent si le Tocsin a cessé de paraître.

Nous leur répondons non. Des circonstances indépendantes de sa volonté l'obligent à interrompre provisoirement sa publication.

Nos amis peuvent être assurés que prochainement il reprendra sa place dans les rangs des révoltés, plus fort que jamais il sonnera la « Mort aux voleurs! »

Les quatre numéros parus seront envoyés gratuitement aux compagnons qui en feront la demande.

S'adresser à l'administrateur, place de Perpignan, Narbonne (Aude).

Pour le Tocsin:

Le gérant,

C. NÈGRE.

Fontaines, le 9 septembre.

Compagnon rédacteur de l'Étendard Révolutionnaire,

Les révolutionnaires de Fontaines (Isère) indignés des poursuites faites par la bourgeoisie lyonnaise contre l'Étendard, protestent énergiquement, du fond de leurs repaires, contre ces infamies et viennent vous dire aujourd'hui: courage et persévérance pour la lutte que vous avez entreprise contre cette hideuse bourgeoisie.

Allons, bourgeois repus, frappez, emprisonnez les martyrs de la vraie Justice sociale, mais vous n'empêchez pas la marche du peuple, profitez du peu de temps qu'il vous reste à jouir (car vous n'en avez pas beaucoup), car le tocsin va sonner sur tout l'univers pour vous exterminer.

Bourgeoisie, tu commences à trembler devant les troubles qui viennent de se produire en différentes localités, mais tout ceci n'est qu'un avertissement pour toi, et pour te montrer que ce que nous promettons nous donnons, en attendant que le jour de la vengeance vienne nous débarrasser de cette clique infâme, nous envoyons nos félicitations et nos encouragements aux compagnons Bonthoux et Crestin pour la façon énergique avec laquelle ils ont soutenu la cause révolutionnaire.

Les révolutionnaires de Fontaines se rendent solidaires de tous les actes qui peuvent se produire pour la cause révolutionnaire.

En attendant l'heure émancipatrice, nous vous envoyons nos saluts égalitaires.

Pour le groupe des révolutionnaires de Fontaines (Isère),

Le Secrétaire.

Je vous envoie ci-joint la somme de 14 f. 45, montant des souscriptions.

Groupe Communiste de la Guillotière.

Citoyen Rédacteur,

Stimuler par la propagande de votre vaillant journal l'Étendard révolutionnaire, quelques citoyens restés jusque là isolés ont pensé, qu'à côté de la lutte énergique que vous entretenez contre la bourgeoisie, il était utile de grouper tout les hommes de cœur qui s'intéressent à la chose publique en secondant vos efforts par une action plus individuelle et par conséquent plus incisive par l'organe révolutionnaire.

Les citoyens du quartier de la Guillotière, viennent de constituer définitivement le Groupe Communiste de la Guillotière.

Notre titre pourrait nous dispenser de tout programme, cependant pour le justifier nous croyons devoir faire les déclarations suivantes:

Nous sommes les ennemis déclarés de toute autorité de n'importe quel titre qu'elle se décore. Au point de vue économique, on a dit un jour: plus cela change plus c'est la même chose. Ce plaisant axiome formulait d'une façon saisissante la non valeur des Révolutions passées au point de vue économique, c'est que toutes ont eu le respect de la propriété. Nous nous attacherons donc à démontrer à tous nos collègues de misères, que la propriété n'est pas un principe, et qu'elle doit s'incliner devant les motifs d'intérêt général.

Pour le Groupe Communiste de la Guillotière.

Le Secrétaire.

Le gérant, BOURDON.

Lyon, impr. A. PASTEL, 40, petite rue de Cuire,

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je, soussigné

(Nom et prénoms)

(Adresse)

declare prendre un abonnement de \_\_\_\_\_ au journal l'ÉTENDARD

RÉVOLUTIONNAIRE, dont je vous envoie le montant.

(SIGNATURE).

Il suffit, pour s'abonner, de détacher le présent bulletin et de l'envoyer, avec le montant de l'abonnement, à l'adresse de l'administration, rue Mollère, 51, à Lyon.